



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-79  
Séance du 05 décembre 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le cinq décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger CAIZERGUES, maire.

**Présents :** Mmes Laurence ENJALBERT, Elodie JOANNOT, Romane PALAU, Brigitte TORRANDELL, Irène VILAPLANA ;

MM. Frédéric ALDON, Théo BRIANE, Roger CAIZERGUES, Sylvain CASTELLON, Philippe LENOIR, Michel PEREZ, Joël SALGUES, Filipe SERRA, Alexis VIALA ;

**Absents ayant donné procuration :** Mme Frédérique BERARD pouvoir à Mme Brigitte TORRANDELL, M. Jean-René OUDINOT pouvoir à M. Joël SALGUES, Mme Paloma PERVENT pouvoir à M. Roger CAIZERGUES, M. François petit pouvoir à M. Philippe LENOIR, Mme Fanny SUAUE pouvoir à M. Michel PEREZ.

**Absents excusés :** Mmes Frédérique BERARD, Souhila GOUARD, Paloma PERVENT, Fanny SUAUE ; MM. Jean-René OUDINOT, François PETIT.

**Absents :** Mme Nathalie BALSAN, M. Sylvain DEYRAT, M. Didier HUBER

**Secrétaire de séance :** Mme Brigitte TORRANDELL

**Nombre de membres en exercice :** 23

**Présents :** 14

**Procurations :** 5

**Absents :** 4

**Votants :** 19

**Date de convocation et affichage**

29 novembre 2024

**Objet :** Adhésion au contrat collectif prévoyance proposé par le CDG 34 et conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance des agents

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, délégué aux finances et à la gestion du personnel qui expose que le contrat collectif d'assurance prévoyance proposé actuellement aux agents de la commune arrive à échéance au 31/12/2024.

Dans le souci d'assurer une couverture de prévoyance de qualité aux agents à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2025, le conseil municipal, par délibération du 14 juin 2024, après avis du CST du 15 avril 2024, a donné mandat au Centre de gestion de l'Hérault, pour l'organisation ainsi que pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un organisme d'assurance et à la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance des agents à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Ainsi, le Centre de Gestion a lancé une consultation au niveau départemental pour être en mesure de proposer aux employeurs publics territoriaux l'adhésion à une convention de participation et la souscription aux contrats d'assurance collectifs de prévoyance complémentaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

La mutualisation des risques, organisée au niveau départemental, permet de garantir aux personnels des employeurs publics territoriaux :

- l'accès à des garanties collectives sans considération notamment de l'âge, de l'état de santé, du sexe ou de la catégorie professionnelle ;
- un niveau de couverture adéquat reposant sur les garanties les plus pertinentes compte-tenu des besoins sociaux et des contraintes économiques des employeurs publics concernés ;
- le bénéfice de taux de cotisations maintenus pendant 2 ans.

M.CASTELLON précise qu'afin de pouvoir adhérer définitivement à ce dispositif de protection des agents, il convient de :

- Choisir un niveau de couverture à adhésion facultative pour l'ensemble des agents garantissant les risques Incapacité Temporaire de Travail et Invalidité à hauteur de 90 % ou 95 % des revenus nets des agents (TBI, NBI et RI) ;
- Définir la participation en tant qu'employeur, cette participation ne pouvant pas être inférieure à 7 € nets mensuels au titre du régime de base à adhésion facultative retenu.

*Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu le Code général de la fonction publique, et notamment les articles L.452-11, L. 221-1 à L. 227-4 et L. 827-1 à L. 827-12 ;*

*Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8 ;*

*Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;*

*Vu la circulaire N°RDFB 1220789 C du 25 mai 2012 relative à la participation des collectivités territoriales et des établissements publics à la protection sociale complémentaire de leurs agents ;*

*Vu l'ordonnance 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique ;*

*Vu l'ordonnance 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique ;*

*Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;*

*Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction Publique Territoriale ;*

*Vu la délibération du conseil municipal en date du 14 juin 2024 donnant mandat au mandat au Centre de Gestion de l'Hérault pour l'organisation et pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un organisme d'assurance et à la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance.*

*Vu l'avis du CST départemental du 06 décembre 2024 relatif au régime de prévoyance complémentaire au bénéfice de l'ensemble du personnel.*

**Le conseil municipal, après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité :**

- Décide d'adhérer à la mission Protection sociale complémentaire du CDG 34 dont la cotisation annuelle a été fixée par le conseil d'administration, en séance du 1er juin 2018, à 0,05 % de la masse salariale ;
- Décide d'adhérer à la convention de participation pour la couverture du risque prévoyance et au contrat collectif à adhésion facultative afférent au bénéfice de l'ensemble des agents de la commune de Lavérune ;
- Décide de souscrire la garantie de base à adhésion facultative à hauteur de 95% du revenu net des agents en cas d'Incapacité Temporaire de Travail ou d'Invalidité à effet du 1er janvier 2025 ;

**Délibération n°2024-79**

Envoyé en préfecture le 13/12/2024

Reçu en préfecture le 13/12/2024

Publié le

ID : 034-213401342-20241205-DELIB\_2024\_79-DE

- Décide de participer financièrement à la cotisation des agents à hauteur de 10 € de la cotisation acquittée par les agents, dans la limite de la cotisation effectivement versée.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 5 décembre 2024.

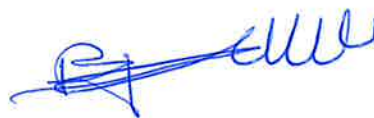
Roger CAIZERGUES

Maire



Brigitte TORRANDELL

Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) nomenclature : 7.10.2